

(1)

## **Chambre des Représentants**

## **Kamer der Volksvertegenwoordigers**

20 NOVEMBRE 1945.

20 NOVEMBER 1945.

### **PROJET DE LOI**

**concernant l'agrément des entrepreneurs  
de Travaux Publics.**

### **EXPOSE DES MOTIFS**

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis longtemps déjà, l'agrément des entrepreneurs était souhaitée, tant par les administrations publiques que par les associations professionnelles d'entrepreneurs.

Les entrepreneurs eux-mêmes désiraient voir réglementer leur profession, encombrée d'amateurs et de spéculateurs; les Pouvoirs publics ne voulaient plus confier l'exécution de leurs travaux qu'à des entrepreneurs aptes à les exécuter convenablement.

L'exécution d'un travail devait être confiée au plus bas soumissionnaire qu'il était pratiquement impossible d'écartier. Les entrepreneurs sérieux et honnêtes se trouvaient souvent en compétition avec des incompétents ne présentant professionnellement ni financièrement aucune garantie. D'où travaux mal exécutés ou travaux exécutés avec lenteur, sans souci des gros risques, en marge de nos lois sociales. Il est superflu de souligner les inconvénients d'un tel état de choses.

Un arrêté, daté du 22 février 1941, et pris conjointement par le Secrétaire général du Ministère des Travaux publics, le Secrétaire général du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, le Commissaire général à la Restauration du Pays, le Secrétaire général du Ministère des Affaires économiques et le Secrétaire général du Ministère des Communications, s'est attaché à y porter remède en réservant aux seuls entrepreneurs, agréés pour l'exécution des travaux publics, la faculté de participer aux adjudications publiques.

### **WETSONTWERP**

**betreffende de erkenning van de aannemers  
van Openbare Werken.**

### **MEMORIE VAN TOELICHT**

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Sedert langen tijd reeds was de erkenning van de aannemers gewenscht zoowel door de openbare besturen als door de beroepsvereenigingen van aannemers.

De aannemers zelf wenschten dat hun beroep zou gereglementeerd worden daar het door de aanwezigheid van liefhebbers en speculanten belemmerd wordt; de Openbare Besturen wilden de uitvoering van hun werken enkel toevertrouwen aan aannemers die werden bekwaam geacht ze degelijk uit te voeren.

De uitvoering van een werk moest worden toevertrouwd aan de laagsten inschrijver, en het was praktisch onmogelijk hem te verwijderen. De ernstige en eerlijke aannemers kwamen dikwijls in mededinging met onbevoegden die zoowel op beroepskundig als op financieel gebied geen waarborg aanboden. Vandaar slecht of te traag uitgevoerde werken, zonder bekommerring voor de groote risico's, en buiten het kader van onze sociale wetten. Het is overbodig over de bezwaren van zulken toestand uit te weiden.

Een besluit dd. 22 Februari 1941, genomen door den Secretaris-Generaal van het Ministerie van Openbare Werken, den Secretaris-Generaal van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, den Commissaris-Generaal voor 's Lands Wederopbouw, den Secretaris-Generaal van het Ministerie van Economische Zaken en den Secretaris-Generaal van het Ministerie van Verkeerswezen gezamenlijk, heeft zich ten doel gesteld deze moeilijkheden te verhelpen en aan de aannemers erkend voor de uitvoering van openbare werken alleen de mogelijkheid voor te behouden, deel te nemen aan openbare aanbestedingen.

G.

Cet arrêté disposait notamment que les travaux offerts par l'Etat ou financés par lui sous quelque forme que ce soit et dépassant le prix de 500.000 frs. ne pourraient être soumissionnés et exécutés que par des entrepreneurs de nationalité belge, inscrits au registre de commerce et ayant obtenu leur agréation.

Les demandes d'agrément étaient examinées par une Commission d'agrément, organe consultatif, constitué au sein du département des Travaux publics.

La Commission d'agrément tenait compte, dans son avis, des capacités techniques et financières, des moyens d'exécution (matériel et personnel), de la probité commerciale du requérant ainsi que des travaux précédemment exécutés par lui.

Un premier arrêté d'exécution fut pris le 22 mars 1941, établissant des catégories de travaux, suivant la nature ou la spécialité de ceux-ci, et des classes, suivant l'importance des travaux à exécuter.

Des arrêtés successifs ont mis progressivement l'agrément en vigueur pour les différentes classes et catégories de travaux, à l'exclusion des catégories « équipements ferroviaires » et « constructions mécaniques et électriques » qui ne furent pas abordées.

Cette réglementation fut déclarée nulle mais réputée temporairement valable pour une durée de douze mois après la libération totale du territoire, en vertu de l'arrêté-loi du 5 mai 1944.

Il importe donc de la remplacer par une disposition législative qui entre en vigueur avant l'expiration de ce délai, sous peine de voir, à un moment où la restauration du pays doit être poursuivie sans relâche, les entreprises de travaux publics livrées aux hasards des soumissions faites par des entrepreneurs incompétents ou malhonnêtes.

La Commission d'agrément sera composée de six membres représentant les administrations de l'Etat et de six membres représentant les associations professionnelles d'entrepreneurs. Pour la désignation de ces derniers, il sera tenu compte de l'avis du Conseil professionnel de la Construction.

La présidence sera confiée à une personne neutre, choisie par le Roi pour sa compétence et son intégrité.

Un régime plus souple a été prévu en ce qui concerne les associations momentanées d'entrepreneurs, de manière à permettre aux entrepreneurs agréés de faire appel dans une plus large mesure aux concours utiles de leurs collègues plus compétents ou mieux outillés pour la réalisation de telle ou telle partie des travaux entrepris.

Il était à craindre que le monopole assuré aux entrepreneurs agréés n'incite ceux-ci à profiter de l'élimination de la concurrence pour augmenter leurs prix. L'article 6 permet à l'Etat de parer à ce danger en confiant le travail à un entrepreneur non agréé, ou à un groupe d'entrepreneurs agréés ou non, aussitôt qu'il apparaît qu'aucune des offres présentées n'est acceptable.

Il est à noter que les dispositions projetées fixent à la

Dit arrêté détermine également que, pour inscription et exécution de travaux de plus de 500.000 francs, il faut que les entrepreneurs soient d'origine belge, inscrits au registre du commerce et ayant obtenu leur agrément.

Les demandes d'agrément étaient examinées par une Commission d'agrément, organe consultatif, constitué au sein du département des Travaux publics.

La Commission d'agrément tenait compte, dans son avis, des capacités techniques et financières, des moyens d'exécution (matériel et personnel), de la probité commerciale du requérant ainsi que des travaux précédemment exécutés par lui.

Un premier arrêté d'exécution fut pris le 22 mars 1941, établissant des catégories de travaux, suivant la nature ou la spécialité de ceux-ci, et des classes, suivant l'importance des travaux à exécuter.

Des arrêtés successifs ont mis progressivement l'agrément en vigueur pour les différentes classes et catégories de travaux, à l'exclusion des catégories « équipements ferroviaires » et « constructions mécaniques et électriques » qui ne furent pas abordées.

Cette réglementation fut déclarée nulle mais réputée temporairement valable pour une durée de douze mois après la libération totale du territoire, en vertu de l'arrêté-loi du 5 mai 1944.

Il importe donc de la remplacer par une disposition législative qui entre en vigueur avant l'expiration de ce délai, sous peine de voir, à un moment où la restauration du pays doit être poursuivie sans relâche, les entreprises de travaux publics livrées aux hasards des soumissions faites par des entrepreneurs incompétents ou malhonnêtes.

La Commission d'agrément sera composée de six membres représentant les administrations de l'Etat et de six membres représentant les associations professionnelles d'entrepreneurs. Pour la désignation de ces derniers, il sera tenu compte de l'avis du Conseil professionnel de la Construction.

La présidence sera confiée à une personne neutre, choisie par le Roi pour sa compétence et son intégrité.

Un régime plus souple a été prévu en ce qui concerne les associations momentanées d'entrepreneurs, de manière à permettre aux entrepreneurs agréés de faire appel dans une plus large mesure aux concours utiles de leurs collègues plus compétents ou mieux outillés pour la réalisation de telle ou telle partie des travaux entrepris.

Il était à craindre que le monopole assuré aux entrepreneurs agréés n'incite ceux-ci à profiter de l'élimination de la concurrence pour augmenter leurs prix. L'article 6 permet à l'Etat de parer à ce danger en confiant le travail à un entrepreneur non agréé, ou à un groupe d'entrepreneurs agréés ou non, aussitôt qu'il apparaît qu'aucune des offres présentées n'est acceptable.

Op te merken valt dat de voorgestelde beschikkingen op

somme de 500.000 frs. le montant à partir duquel l'agrément est nécessaire.

Ces dispositions permettent donc aux entrepreneurs débutants de faire librement leurs premières armes dans les entreprises d'un montant inférieur à 500.000 frs., de donner des preuves de leurs capacités professionnelles, en vue d'accéder éventuellement, s'ils le désirent, au rang d'entrepreneur agréé. Elles ne peuvent donc avoir pour effet de fermer la profession aux nouveaux venus mais tendent au contraire à les inciter à la fois à une certaine prudence et à acquérir la compétence indispensable dans une profession, dont l'exercice n'est réglementé par aucune disposition légale et qui comporte cependant de très lourdes responsabilités.

*Le Ministre des Travaux Publics,*

500.000 fr. het bedrag bepalen vanaf hetwelk de erkenning wordt vereischt.

Deze beschikkingen laten de beginnelingen in het beroep van aannemer toe in aannemingen van minder dan 500.000 fr. vrij hun sporen te verdienken, het bewijs te leveren van hun beroepsbekwaamheden, ten einde, indien zij het wenschen, gebeurlijk te kunnen bogen op de hoedanigheid van erkenden aannemer. Zij kunnen dus in geen geval tot gevolg hebben, het beroep te sluiten voor de nieuwelingen, maar zijn integendeel van aard om deze aan te zetten tot een zekere voorzichtigheid en tot het aannemen van de onmisbare bevoegdheid in een beroep waarvan de oefening door geen enkele wetgeving geregeld is en dat nochtans zeer zware verantwoordelijkheden bedraagt.

*De Minister van Openbare Werken,*

Herman VOS.

## PROJET DE LOI

CHARLES,

Prince de Belgique, Régent du Royaume,

*A tous, présents et à venir, SALUT !*

Considérant que l'absence de toute limitation dans la participation aux adjudications publiques présente de graves inconvénients;

Considérant que les nécessités de l'administration du pays commandent de ne confier l'exécution des entreprises publiques qu'à des personnes reconnues aptes à les bien exécuter;

Considérant que, à cet effet, il y a lieu d'organiser l'agrément des entrepreneurs chargés de l'exécution des travaux offerts par l'Etat ou financés par lui sous quelque forme que ce soit;

Considérant que cette agrément doit se faire avec toutes les garanties désirables et par une collaboration des représentants de l'Etat et des entrepreneurs;

Vu la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres Législatives par le Ministre des Travaux Publics.

## WETSONTWERP

KAREL,

Prins van België, Regent van het Koninkrijk,

*Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL !*

Overwegende dat de afwezigheid van alle beperking in de deelneming aan de openbare aanbestedingen ernstige bezwaren oplevert;

Overwegende dat de noodwendigheden van 's Lands bestuur vereischen dat de openbare aannemingen enkel worden toevertrouwd aan personen die worden bekwaam geacht ze degelijk uit te voeren;

Overwegende dat, te dien einde, de erkenning der aannemers belast met het uitvoeren van werken aangeboden door den Staat of door hem onder hetzij welken vorm gefinancierd, dient te worden ingericht;

Overwegende dat deze erkenning geschieden moet met alle gewenschte waarborgen en door samenwerking van de vertegenwoordigers van den Staat en van de aannemers;

Gelet op de wet van 15 Mei 1846 op de Staatscomptabiliteit;

Op voorstel van den Minister van Openbare Werken en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen Naam, door den Minister van Openbare Werken aan de Wetgevende Kamers worden voorgelegd.

## ARTICLE PREMIER.

Sans préjudice de l'article 22 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, les travaux offerts par l'Etat ou financés par lui, sous quelque forme que ce soit et dépassant le prix de 500.000 francs, valeur au 10 mai 1940, ne peuvent être soumissionnés et exécutés que par des entrepreneurs inscrits au registre du commerce, de nationalité belge et ayant obtenu leur agréation.

## ART. 2.

Une Commission, créée au Ministère des Travaux Publics, est chargée de donner son avis sur les demandes d'agrération.

La Commission, en possession des demandes, dresse, par spécialité et par importance d'entreprise, des listes d'entrepreneurs qu'elle propose d'agrérer.

Pour l'établissement de ces listes, la Commission tient compte des capacités techniques et financières, des moyens d'exécution (matériel et personnel), de la probité commerciale du requérant ainsi que des travaux précédemment exécutés par lui.

## ART. 3.

La Commission d'agrération est composée :

- d'un président et d'un président suppléant;
- de six membres représentant les administrations de l'Etat et de six membres représentant les Associations professionnelles d'entrepreneurs, le Conseil professionnel de la Construction préalablement entendu.

Le président, le président suppléant et les autres membres de la Commission sont nommés et révoqués par le Roi; leur mandat est de trois ans et peut être renouvelé.

La Commission est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire-adjoint nommés par le Ministre des Travaux Publics.

## ART. 4.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur qui entre en vigueur après avoir été approuvé par le Ministre des Travaux Publics.

## ART. 5.

Le Ministre des Travaux Publics, après avoir reçu les propositions de la Commission, dresse, par catégories de spécialités et par catégories d'importance, la liste des entrepreneurs agréés.

## EERSTE ARTIKEL.

Onverminderd artikel 22 der wet van 15 Mei 1846 op de Staatscomptabiliteit, kunnen op de door den Staat aangeboden of door hem onder hetzij welken vorm gefinancierde werken en die den prijs van 500.000 fr., waarde 10 Mei 1940, overschrijden, slechts ingeschreven en met hun uitvoering belast worden, de aannemers van Belgische nationaliteit, welke op het handelsregister gebracht zijn en die erkend werden.

## ART. 2.

Een Commissie tot stand gebracht bij het Ministerie van Openbare Werken wordt belast met het uitbrengen van een advies over de aanvragen tot erkennung.

De Commissie, in het bezit van de aanvragen, maakt volgens de specialiteiten en het belang der aanneming lijsten op van de aannemers die zij voorstelt om erkend te worden.

Voor het opmaken dezer lijsten houdt de Commissie rekening met de technische en financiële bekwaamheden, de werkmiddelen (materieel en personeel), de handelseerlijkhed van den aanvrager evenals met de werken vroeger door hem uitgevoerd.

## ART. 3.

De Commissie voor Erkenning is samengesteld uit :

- een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter;
- zes leden welke de Staatsbesturen vertegenwoordigen en zes leden welke de aannemersgroepen vertegenwoordigen, de Bedrijfsraad der Bouwbedrijven vooraf onderhoord.

De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitter en de andere leden van de Commissie worden door den Koning benoemd en afgesteld; hun mandaat geldt voor een duur van drie jaren en kan worden hernieuwd.

De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris en een plaatsvervangend secretaris, benoemd door den Minister van Openbare Werken.

## ART. 4.

De Commissie maakt haar huishoudelijk reglement op, dat van kracht wordt nadat het door den Minister van Openbare Werken werd goedgekeurd.

## ART. 5.

Na de voorstellen van de Commissie te hebben ontvangen, maakt de Minister van Openbare Werken de lijst op van de erkende aannemers, gerangschikt volgens de specialiteiten en volgens den bedrijfsonderwerp.

Il est remis à tout entrepreneur agréé un certificat portant le numéro de son inscription au répertoire.

L'agrément peut être retirée ou suspendue par le Ministre des Travaux Publics, après avis de la Commission, l'entrepreneur entendu par celle-ci en ses moyens de défense. La suspension ne peut être prononcée que pour trois ans au plus.

Le retrait ou la suspension peut être ordonné :

- a) pour faute grave dans l'exécution d'une entreprise;
- b) pour incapacité technique ou pour insuffisance de garanties financières;
- c) pour indignité morale.

#### ART. 6.

Par dérogation aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, si, à la suite d'une mise en adjudication, aucune des offres présentées n'est acceptable, l'administration intéressée peut — la Commission d'agrément préalablement avertie — confier le travail à un entrepreneur non agréé ou à un groupement d'entrepreneurs agréés ou non.

#### ART. 7.

Les associations momentanées d'entrepreneurs en vue de l'exécution de certains travaux peuvent être admises à soumissionner suivant les modalités ci-après. Ces associations momentanées comprennent, au maximum, trois entrepreneurs agréés.

Les associations momentanées, telles qu'elles sont définies ci-avant, peuvent être admises, à soumissionner, pour autant que l'un des associés au moins soit agréé pour des travaux de la spécialité et de l'importance de ceux mis en adjudication.

Les associations momentanées, telles qu'elles sont définies ci-avant et qui comprennent deux entrepreneurs agréés dans la même classe d'importance, peuvent être admises à soumissionner des travaux de la classe immédiatement supérieure, à condition que chacun de ces deux associés soit agréé pour des travaux de la spécialité de ceux mis en adjudication.

#### ART. 8.

Il est mis fin, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à la validité temporaire des arrêtés des 22 février 1941, 17 septembre 1943 et 28 janvier 1944 pris par les Secrétaires généraux du Ministère des Travaux Publics, du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, Commissaire général à la Restauration du Pays, du Ministère des Affaires Economiques et du Ministère des Communications.

Aan elken erkenden aannemer wordt een bewijsschrift afgeleverd met het nummer van zijn inschrijving op het repertorium.

De erkenning kan door den Minister van Openbare Werken ingetrokken of geschorst worden na advies van de Commissie, nadat de aannemer, door deze gehoord, zijn middelen van verweer heeft doen gelden. De schorsing kan ten hoogste voor drie jaar worden uitgesproken.

De intrekking of de schorsing kan opgelegd worden :

- a) wegens grove schuld in de uitvoering van een onderneming;
- b) wegens technische onbekwaamheid of wegens ontoreikenden financiëlen waarborg;
- c) wegens zedelijke onwaardigheid.

#### ART. 6.

Indien, in afwijking met de bepalingen van het eerste artikel, na uitschrijving eener aanbesteding, geen enkele der gedane aanbiedingen aanvaardbaar is, mag het betrokken bestuur — de Commissie voor erkenning vooraf verwittigd zijnde — het werk toewijzen aan een niet erkenden aannemer of aan een groepeering van al of niet erkende aannemers.

#### ART. 7.

De tijdelijke vereenigingen van aannemers, gevormd met het oog op de uitvoering van sommige werken, kunnen tot inschrijven toegelaten worden overeenkomstig de hierna staande modaliteiten. Die tijdelijke vereenigingen omvatten ten hoogste drie erkende aannemers.

De tijdelijke vereenigingen, zooals zij hierboven bepaald zijn, kunnen tot inschrijven toegelaten worden voor zoveel ten minste één der leden erkend is voor werken van dezelfde specialiteit en belangrijkheid als de werken welke aanbesteed worden.

De tijdelijke vereenigingen, zooals zij hierboven bepaald zijn en die twee aannemers omvatten erkend in dezelfde klas van belangrijkheid, kunnen tot inschrijven toegelaten worden voor de werken van de onmiddellijk hogere klas, op voorwaarde dat elk der beide leden erkend is voor werken van dezelfde specialiteit als degene welke aanbesteed worden.

#### ART. 8.

Er wordt een einde gesteld, op den datum der inwerkingtreding van onderhavige wet, aan de tijdelijke geldigheid van besluiten dd. 22 Februari 1941, 17 September 1943 en 28 Januari 1944, genomen door de Secretarissen-Generaal van het Ministerie van Openbare Werken, van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, Commissaris-Generaal voor 's Lands Wederopbouw, van het Ministerie van Economische Zaken en van het Ministerie van Verkeerswezen.

**ART. 9.**

Le Ministre des Travaux Publics est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1945.

**CHARLES.**

**PAR LE RÉGENT :**

*Le Ministre des Travaux Publics,*

Herman VOS.

**ART. 9.**

De Minister van Openbare Werken wordt belast met de uitvoering van onderhavige wet, die van kracht wordt den dag waarop zij in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 November 1945.

**KAREL.**

**VANWEGE DEN REGENT :**

*De Minister van Openbare Werken,*

Herman VOS.

---